

Le rôle des « macro-événements » dans la ville capitaliste

Peu de pain et beaucoup de cirque

Carolina del Olmo

Barcelone en 1992, Valence en 2007, Madrid en 2012 : les grands événements sportifs sont l'occasion pour les décideurs d'engager de vastes transformations urbaines, censées apporter le renouveau et la relance économique. Or la simple analyse des faits montre qu'il n'en est rien, mais qu'ils sont en revanche un moyen de mettre les finances publiques au service d'intérêts privés et d'accélérer l'expulsion des couches défavorisées, et cela grâce au consensus. Un constat qui vaut bien au-delà de l'Espagne.

The Role of Mega-Events in the Capitalist Metropolis

Barcelona in 1992, Valencia in 2007, Madrid in 2012. Major sports events offer decision-makers opportunities to implement large-scale transformations of the city environment, supposedly to promote urban renewal and to stimulate the economy. Yet even a cursory analysis would reveal that this is simply not the case. Such reforms are in fact a means to subordinate public funding to private interests, to step up the eviction of low-income strata of the population – and to manufacture the consensus required by such a program. The validity of this critique extends well beyond Spain.

El papel de los macroeventos en la ciudad capitalista

Barcelona en 1992, Valencia en 2007, Madrid en 2012 : los macroeventos deportivos son una ocasión para que los responsables políticos y económicos emprendan amplias transformaciones urbanas, que se supone llevarán consigo un renuevo social y una reactivación económica. Empero, el más simple análisis de los hechos demuestra la falsedad de dichas expectativas. Muy al revés, los macroeventos son un medio consensuado de poner las finanzas públicas al servicio de intereses privados y de acelerar la expulsión de las capas sociales más humildes. Una constatación que vale para otros países que España.

Il ruolo dei macro-avvenimenti nella città capitalista

Barcellona nel 1992, Valenza nel 2007, Madrid nel 2012: i grandi avvenimenti sportivi sono l'occasione per coloro che prendono le decisioni di lanciarsi in vaste trasformazioni urbane, ritenute foriere di rinascita e rilancio economico. Ora, la semplice analisi dei fatti mostra che non è affatto vero, ma che sono al contrario un modo per mettere le finanze pubbliche al servizio di interessi privati e di accelerare l'espulsione degli strati più poveri, e questo grazie al consenso. Una constatazione che vale ben al di là della Spagna.

Quelques années avant le tournage de *Bowling for Columbine*, Michael Moore avait mis en scène un documentaire exceptionnel – dans lequel il apparaissait aussi – où il relatait les conséquences sociales de la décision de la société General Motors de transférer au Mexique, pour baisser les coûts salariaux, les usines qu'elle possédait dans la ville natale du cinéaste (Flint, Michigan), en laissant au chômage une très grande proportion de la population du lieu (1). La désolation des paysages urbains que montre Moore dans ce film illustre à la perfection les conséquences d'une transformation si rapide et si brutale. Quelques-unes des scènes les plus hilarantes du film donnent à voir les initiatives que la mairie de la ville, en connivence intime avec les élites urbaines, mettent en œuvre pour remédier à la détérioration de la ville, visant à rien de moins qu'à transformer Flint en un centre touristique de qualité. Dans ce but, les édiles construisent un parc à thème dédié à la voiture, un hôtel aux proportions pharaoniques et un centre commercial gigantesque. Bien sûr, le projet échoue en l'espace de quelques mois et le seul qui semble avoir quelque chance de réussite est celui d'un nouveau centre pénitentiaire. Curieusement, un des principaux objectifs des édiles de Flint était de relever le moral de ses habitants, de leur rendre leur confiance en eux-mêmes. La mairie est même allée jusqu'à se payer, à prix d'or, les services d'un prédicateur connu, lequel, dans une

réunion tenue devant un énorme public, avait insisté sur le caractère spirituel des maux dont la ville était affligée.

Le pire de cette affaire, c'est qu'elle n'est pas – il s'en faut – aussi extravagante qu'on pourrait le croire au premier abord (2). Un des succès qu'on attribue d'ordinaire à Barcelone 92 semble avoir été, précisément, l'élévation de l'esprit citoyen, le fait que les gens aient retrouvé la confiance en eux-mêmes et que l'image qu'ils ont de leur propre ville se soit améliorée (3). De fait, cette idée est un des ingrédients de base de l'idéologie dominante en matière d'organisation de macro-événements. Et il est certain que l'Espagne semble être un exemple magnifique pour ce qui est d'organiser des spectacles et des événements plus ou moins festifs pour redonner de la vitalité à des villes préalablement détruites à coups de fermetures d'usines, de chômage et de réduction des services sociaux : au moment même où j'écris ces lignes, Barcelone reçoit le Forum des Cultures, Valence se prépare à accueillir la 32e édition de l'America Cup de voile et Madrid s'efforce d'être retenue comme siège des Jeux olympiques de 2012 (4), tous événements qui, bien qu'ils ne durent guère plus de quelques semaines, requièrent des préparatifs s'étalant sur plusieurs années, absorbent d'énormes quantités d'argent public et changent la physionomie d'une ville pour toujours.

Au vu des chiffres disponibles, on peut noter que, au cours des vingt dernières années, la concurrence pour recevoir les Jeux olympiques s'est exacerbée. Si les grandes pertes connues par Montréal en 1976 avaient singulièrement refroidi l'enthousiasme des villes candidates au point que, en 1984, Los Angeles fut la seule à se présenter, le succès inattendu de cette dernière édition – dû en grande partie à l'essor de la télévision mondialisée – supposa un tournant important. Dès lors, le nombre des villes candidates n'a cessé d'augmenter. Et il en va de même avec le désir d'organiser une Exposition universelle ou tout autre événement de ce genre, récemment créé ou pas. D'où vient le désir soudain d'organiser ces macro-événements ? En premier lieu, il faut avoir à l'esprit que cette fureur concurrentielle n'est que la forme la plus achevée de la concurrence généralisée qui s'est établie entre les villes à la suite des changements politiques et économiques de ces derniers temps. En usant d'une terminologie répandue, on pourrait dire que nous sommes passés d'un régime d'accumulation fordiste à un régime post-fordiste caractérisé par la flexibilité, où la dispersion géographique croissante de la production et l'essor sans précédent du capital financier ont joué un rôle fondamental. Ce changement de régime a eu des conséquences de première importance pour les villes capitalistes, qui ont été plongées dans une crise durable due à la perte de poids de l'industrie traditionnelle, à la tertiarisation de l'économie, à l'augmentation du chômage et des poches de pauvreté. Les villes ont commencé à rivaliser entre elles dans une lutte acharnée en vue d'attirer les investissements (privés ou publics) et de s'assurer des revenus en provenance du tourisme afin de compenser la disparition des emplois stables. Les « gouvernements urbains (5) » ont pris l'initiative dans ce qu'on a qualifié d'« essor de la ville entrepreneuriale », en essayant constamment de créer un climat favorable aux affaires et en prenant les mesures appropriées pour veiller au développement économique, lesquelles, en retour, ne font qu'intensifier la flexibilité et l'insécurité.

Comme on pouvait s'y attendre, les investissements destinés à transformer la ville en une entreprise dynamique et compétitive, tout particulièrement dans un cadre d'austérité comme celui qui s'est généralisé au cours de ces dernières décennies, supposent l'utilisation des ressources publiques, de plus en plus limitées, en faveur des entreprises et des consommateurs les plus aisés et au détriment des classes les plus défavorisées (6). À côté de la dérégulation du marché du travail et des prestations, des subventions et des aides de toute sorte qu'on offre aux entreprises à la recherche d'un siège, on a concentré une bonne part des efforts de mise en œuvre des stratégies compétitives dans le domaine de la transformation physique de l'environnement urbain. Par ailleurs, avec le soutien des différents courants de l'architecture postmoderne, la ville tend à se transformer en spectacle, en un espace attrayant de loisirs

visant à capter les touristes et l'argent de la consommation, dans le même temps qu'on y pousse à la construction de tout type d'infrastructures hautement bénéfiques pour les entreprises et les clients de haut niveau : zones entrepreneuriales, centres de congrès, aéroports.

C'est dans ce contexte de compétitivité et de transformation de la ville en spectacle qu'il convient de replacer ce désir fiévreux d'organiser des « macro-événements », dont nous avons un exemple parfait avec la ville de Barcelone, qui organisa, il n'y a pas si longtemps, des Jeux olympiques, qui a dû subir, au cours de l'été 2004, le Forum des cultures et qui, entre-temps, a été témoin d'une surprenante prolifération d'événements mineurs et d'une campagne permanente de publicité pour ses institutions culturelles.

Demi-vérités et mensonges éhontés

Penchons-nous sur les avantages qu'on suppose à ces grandes célébrations. Outre la vertu qu'on leur prête de remédier au malaise psychologique des citoyens, la classe politique insiste constamment sur le fait que l'organisation de « macro-événements » constitue une occasion inégalable de doter la ville d'une bonne quantité de ces infrastructures et installations dont les habitants éprouvent tous le besoin. Un autre des avantages qu'on leur attribue, probablement le plus important, est en relation avec la reprise économique et la création d'emplois : en mettant la ville au centre de l'attention mondiale, les « macro-événements » permettent un type de publicité et de marketing qui contribue à vendre son image comme marque commerciale dans le monde entier. Par conséquent, on suppose que non seulement la ville attirera un nombre énorme de touristes mais encore qu'elle permettra l'installation de nouvelles sociétés et qu'elle suscitera l'invention de nouveaux événements, avec l'augmentation consécutive de l'activité économique sur le long terme et la création de postes de travail.

À première vue, ce genre d'expectatives et d'aspirations ne paraissent pas particulièrement exagérées, étant donné l'importance du secteur touristique dans l'économie. Mais le problème que pose l'organisation d'événements de ce type – avant même de savoir s'il faut vraiment espérer que ces prévisions se réalisent ou pas – est le modèle urbain dessiné par cette forme de développement économique. Les interventions publiques et privées dans la ville touristique s'intéressent, la plupart du temps, à ses aspects les plus superficiels, en remodelant les zones centrales ou les plus intéressantes, mais en négligeant le reste du territoire. Ces opérations entraînent d'ordinaire un embourgeoisement (gentrification) des espaces urbains centraux avec l'élévation qui en résulte des prix et l'expulsion des habitants à faible pouvoir d'achat. La ville devient de plus en plus inconfortable pour les habitants ordinaires de la ville – dont les besoins sont subordonnés à tout moment à la jouissance des touristes – et elle se dépersonnalise avec l'arrivée des grandes chaînes commerciales et hôtelières, lesquelles, à leur tour, contribuent à la détérioration du commerce et de la restauration traditionnelles (un processus de substitution qui, soit dit au passage, suppose une perte nette d'emplois).

Mais il y a des désavantages encore plus sérieux. Le travail dans le secteur des services que favorise l'activité touristique tend à être un emploi mal payé, peu qualifié, fortement précaire et de nature temporaire, avec peu de droits et des taux de syndicalisation pratiquement inexistantes. Il faudrait être très optimiste pour croire qu'il s'agit là de traits sociaux propres à un secteur économique en plein décollage (7). Bien au contraire, il semble logique de supposer que l'incorporation d'un nombre croissant de lieux au catalogue des voyages touristiques rendra la concurrence plus dure encore et poussera à une baisse des coûts qui, comme il est d'usage, affectera d'abord le niveau des salaires. Cette compétitivité croissante est, à l'évidence, un des facteurs qui fait du développement touristique un modèle économique à haut risque. Il convient, en outre, de ne pas oublier que les flux de visiteurs sont très

sensibles aux variations dans les goûts, la mode et à toutes sortes de conjonctures (cours de la monnaie, problèmes liés à la sécurité, etc.).

Cependant, si les investissements colossaux d'argent public et les embarras pour le citoyen entraînés par la ville touristique en général et les macro-événements en particulier tournaient, en définitive, au bénéfice de la population, ils pourraient encore être justifiés. Mais, malheureusement, tel n'est pas le cas. Qu'on pense aux installations que la ville « gagne » à la suite d'un macro-événement. Il est surprenant de voir avec quelle obstination on parle, au moment des processus de candidature, du « legs olympique ». On ne cesse d'insister sur le fait que, au lendemain de la cérémonie de clôture des Jeux, les installations resteront dans la ville et que, par conséquent, on pourra les réutiliser, comme si quelqu'un pouvait craindre que le vent ne les emporte ! Elles resteront, bien sûr, mais le problème sera plutôt de savoir quelle utilité pourront bien avoir ces nouveaux stades, ces centres aquatiques et autres installations sportives ou ces infrastructures de caractère général qui accompagnent généralement l'organisation d'un macro-événement (élargissement des espaces dédiés aux foires, des autoroutes et des aéroports, réhabilitation superficielle des zones de plus grande visibilité au cours de la tenue de l'événement, etc.). Bien sûr, les doutes sont d'autant plus fondés si on compare l'utilité de ces aspirateurs de deniers publics à d'autres installations et services qui auraient pu être financés avec cet argent (et même avec beaucoup moins que cela). Puisque l'argent public est un bien rare, aujourd'hui tout particulièrement, étant donné les restrictions économiques imposées par les politiques de déficit zéro, le financement de ce type d'événements et d'infrastructures suppose des coupes drastiques dans des secteurs bien plus importants. Bien sûr, dans certains cas, il suffit d'imaginer l'utilité possible des projets prévus pour être pris d'une envie irrépressible de rire. À Valence, les travaux déjà en cours afin d'adapter la ville aux réquisits de l'America Cup incluent des installations aussi « nécessaires » qu'un canal de 80 mètres de large pour 400 de long, qui permettra de passer du bassin intérieur du port à la zone des régates en une quinzaine de minutes, un club de propriétaires de yachts doté de son propre héliport et une zone d'amarrage pour les embarcations de plus de 40 mètres de longueur, pardonnez du peu.

Par ailleurs, ce genre de constructions vouées aux compétitions sportives et au tourisme requièrent ordinairement des réinvestissements constants pour conjurer la menace de dévaluation que supposent les changements de la mode et le fait que lesdites installations puissent être imitées n'importe où dans le monde. Voici les questions que se posait le collectif d'architectes Pilar Prim à propos de l'obsolescence des investissements réalisés à l'occasion des olympiades de 1992 à Barcelone : « Pour quelle raison vieillissent-elles si vite, les glorieuses réalisations architecturales de ces événements extraordinaires, tellement vantées par les politiciens et les modernes au moment de leur inauguration ? Où sont, pour ne citer qu'un exemple, les usagers, hier si nombreux, du Moll de la Fusta et des bars à la mode, y compris le Gamba de Mariscal ? Quinze ans ont suffi pour que toutes ces formes se transforment purement et simplement en matériaux de démolition (8). »

Mais arrêtons-nous au cas de Barcelone, qui montre très bien ce qu'il en est de la vraisemblance des bénéfices escomptés par les porte-parole des macro-événements. Il est indubitable que les JO de 1992 firent naître des attentes qui n'ont absolument pas été satisfaites, et pourtant ils sont passés dans l'histoire comme un grand succès et un exemple à suivre. Les investissements qualifiés d'olympiques ont été approximativement d'un billion de pesetas, dont 55,3 % de fonds publics. Une bonne partie de cette somme, environ 80 %, était destinée à des infrastructures générales (construction et amélioration d'autoroutes et autres accès à la ville, agrandissement de l'aéroport, régénération du front de mer, équipement culturel et nouveaux centres de communications, entre autres choses), lesquelles, sans faire partie des investissements olympiques directs, se virent impulsées néanmoins par la tenue de l'événement. Eh bien, à l'encontre de tout ce qu'on pourrait penser, l'activité économique

engendrée par toute cette manne ne semble pas avoir eu de répercussions significatives sur les indicateurs de la zone barcelonaise. Entre 1987 et 1991, le nombre des postes de travail dans le bâtiment a augmenté de 33 000, un chiffre très inférieur aux prévisions, surtout si on tient en compte que le secteur du bâtiment fut le principal destinataire des fonds publics et privés, accaparant pour lui seul jusqu'à 775 milliards du billion total. Il va sans dire, bien sûr, qu'il s'agissait là d'emplois temporaires. Dans le secteur hôtelier, l'augmentation ne fut que de 20 000 postes de travail, mais limités aux semaines pendant lesquelles eurent lieu les olympiades, c'est-à-dire bien moins qu'on ne l'avait espéré. Dans les autres secteurs, l'impact sur l'emploi fut nul : « Il ne faut pas oublier à cet égard que les bénévoles olympiques couvrirent à eux seuls pratiquement tous les postes de service que requiert un événement de cette importance (9). » Pour le reste, ni la très légère croissance de l'emploi ni la fluidité des relations de travail qui, selon les experts, s'étaient produites au cours de ces années ne se consolidèrent pendant la période postérieure. De fait, déjà au cours de l'année 1992, la situation de l'emploi s'était détériorée dans les secteurs les plus importants. Quant aux dépenses courantes nécessaires à la réalisation (et pas des préparatifs préolympiques), dont on attendait un essor de la croissance, et, par conséquent, de l'emploi dans le commerce et le tourisme, la réalité ici aussi est restée très loin des prévisions. De fait, le commerce enregistra, durant l'année 1992, une baisse des ventes. Par ailleurs, le nombre des touristes qui vinrent à Barcelone (un million et demi de visiteurs) fut très inférieur au chiffre prévu. On constata également une baisse de l'affluence dans d'autres endroits de la même région et une diminution du nombre des conventions, congrès et autres manifestations qui se tinrent à Barcelone, puisque les installations de la Foire étaient occupées par le comité d'organisation. Par-dessus le marché, enfin, les touristes ne dépensèrent pas autant qu'on l'avait espéré (10).

Le seul indicateur économique où l'on put apprécier une influence considérable des olympiades fut celui des prix. À partir de 1988, les prix montèrent plus dans la ville que dans le reste de la province et ils gagnèrent 1 % de plus que le taux d'inflation national. Dans l'année qui précéda les Jeux olympiques, le dépassement fut même de 3 %.

Quant aux bénéfices escomptés de la vente des droits télévisés, qu'on cite d'ordinaire comme une des causes principales de la rentabilité des olympiades, il convient de noter qu'ils ne vont engrosser le Trésor public, mais les coffres du comité d'organisation. Et, de fait, l'augmentation croissante de la quantité obtenue à ce titre a fait du CIO (Comité international olympique) une grande entreprise (11).

Afin de comprendre la modestie des résultats économiques et l'absence de réalisation des espérances mises dans les JO, il faut s'arrêter aux deux phénomènes suivants. En premier lieu, l'optimisme exagéré de ceux qui réalisent les études, qui, sans qu'on sache comment ni pourquoi, prévoyaient jusqu'à un essor de la qualification de la force de travail et une augmentation de la productivité comme conséquences de la tenue de Jeux olympiques. En second lieu, le cadre limité dans lequel se produisent ces investissements. En effet, si la demande liée aux JO (ou tout autre macro-événement) absorbait des ressources qui, autrement, seraient restées inutilisées, il serait loisible d'en attendre un essor de l'emploi et une amélioration générale des indicateurs économiques. Cependant, comme le reconnaît l'étude d'impact économique des Jeux de Sydney de l'an 2000 élaborée par le département du Trésor australien, la croissance de la demande associée aux olympiades, qu'on tient d'ordinaire pour du bénéfice net, n'est en général que le résultat d'un changement de direction des ressources, assignées à d'autres usages : autrement dit, cette croissance n'entraîne pas d'essor net de la demande et des bénéfices, puisqu'elle suppose une diminution dans d'autres domaines. Il en va de même pour le capital privé, dont les investissements dans d'autres secteurs ou d'autres régions se contractent également. En outre, si on se penche sur la recommandation que fait cette étude australienne afin que la demande puisse se cristalliser

effectivement en bénéfice net, à savoir flexibiliser au maximum le marché du travail, l'objectif perd une bonne partie de son attrait.

Des échecs qui sont des succès

Toutefois, le plus curieux est que, bien que les résultats ne soient jamais à la hauteur des espérances, l'échec n'est jamais reconnu comme tel. En effet, personne ne semble se soucier de ce que les prévisions ne soient jamais réalisées : l'impression dominante est toujours qu'il y a eu succès et qu'il importe de le répéter. Pour comprendre cette incongruité, il convient de tenir compte des occasions incroyables que représentent les transformations urbanistiques associées aux macro-événements pour les entreprises privées. Même la volonté d'attirer des touristes et d'améliorer la position compétitive de la ville ne constitue, somme toute, qu'un facteur secondaire si on la compare à l'importance des affaires à court terme pour les élites locales. Bien sûr, je ne suggère pas le moins du monde que les gouvernements urbains n'ont aucun intérêt à faire la promotion de l'image de la ville en vue de créer de l'emploi, d'accaparer des flux monétaires et autres. Hélas, un de nos problèmes est précisément que les gouvernements urbains semblent convaincus de ce que, dans une économie mondialisée, il ne sert pas à grand-chose de « promouvoir le développement des entreprises locales » et que le mieux est de « transformer le territoire en un espace attractif pour les investissements étrangers (12) ». Mais la faiblesse de certaines de leurs stratégies – telle celle des macro-événements – et leur obstination à suivre cette voie font penser à la primauté d'intérêts plus concrets et à court terme.

En définitive, ce qu'on ne peut oublier est que, dès qu'il est question d'organiser un macro-événement, l'argent qui afflue vers une ville est, en tout premier lieu, de l'argent public qui va passer aux mains d'entreprises privées. C'est pourquoi il est si difficile de comprendre d'où viennent réellement les revenus que la ville espère obtenir de l'organisation des macro-événements et le désintérêt de la classe politique pour cette incertitude. Quand on a demandé à Ignacio del Río (ex-conseiller d'urbanisme à la mairie de Madrid et conseiller délégué de la candidature olympique) quels bénéfices les JO peuvent apporter à une ville, sa réponse s'est focalisée sur l'essor des droits télévisés. En même temps, il expliquait que, étant donné qu'« on investit dans la ville, la valeur touristique et de communication produit des bénéfices pendant de longues années. Combien de personnes sont allées à Barcelone après les Jeux (13) ? » Beaucoup, sans aucun doute, mais contrairement à ce que croit Ignacio del Río, il n'a été ni très facile ni très économique de les y faire venir. La stratégie n'a pas fonctionné comme on veut nous le faire croire (croissance soutenue du tourisme après les olympiades) ou, au moins, elle n'a produit d'effets que grâce à un investissement public énorme et continu, qui est allé de pair avec une intervention publique ou semi-publique destinée à éviter des faillites dans des secteurs privés comme l'hôtellerie – surdimensionnée après les olympiades – dans un processus qui illustre une fois de plus la règle bien connue de la socialisation des pertes et de la privatisation des bénéfices.

Maintenant, si nous tenons compte du fait que « ceux qui ont impulsé les Jeux de Barcelone et financé une grande partie de leur budget ont été les sociétés immobilières, celles du bâtiment, les institutions financières, les entreprises publicitaires, l'hôtellerie et la restauration (14) » et qu'on a assisté, à Barcelone, à une frénétique activité de construction qui est allée de pair avec l'augmentation effrayante des prix et de colossales opérations de re-qualification des terrains (pour ne citer qu'un exemple, la Ville olympique fut édifiée sur un terrain industriel requalifié appartenant à de grandes entreprises), nous comprendrons mieux pourquoi, en effet, Barcelone a été un véritable succès.

Loin d'être des effets secondaires des macro-événements, les restructurations urbaines qui leur sont associées en sont plutôt la véritable raison d'être. Le phénomène du Forum des cultures de Barcelone le confirme : quand on a décidé d'organiser un autre macro-événement

capable d'attirer des touristes et d'approfondir l'image de marque de la ville, on n'a pas cherché un événement qui permette de réutiliser les « vieilles » infrastructures créées il y a un peu plus de dix ans à l'occasion des olympiades, mais on a monté de toutes pièces un Forum dont le principal objectif, ainsi que le reconnaissent jusqu'aux plus naïfs de ses organisateurs, est la transformation urbaine qui lui est consubstantielle. En effet, l'organisation d'un événement multiculturel qui s'est piqué d'être « progressiste » a servi de prétexte à une vaste opération d'ouverture vers la mer en direction de la dernière portion de littoral encore disponible, à la « régénération » de cette zone dégradée des environs des bouches du Besòs, à l'édification avec de l'argent public d'un nouveau port sportif ou du plus grand centre de conventions de l'Europe du Sud (dont on a cédé la gestion à une entreprise privée pour vingt ans) et à la construction, attribuée à la société immobilière américaine Hines, d'un ensemble résidentiel de luxe et d'un centre commercial (Diagonal Mar). En définitive, une opération conçue à la mesure des intérêts du secteur privé, qui a collaboré avec le plus grand plaisir au financement de l'événement.

Dans le cas espagnol, ces collaborations privé-public de réforme urbaine adaptées aux besoins du secteur privé qui se sont généralisées dans le monde entier revêtent une gravité spéciale à cause du pouvoir des entreprises du bâtiment et du fait que l'immobilier est depuis un bon moment déjà le principal soutien de l'économie espagnole. En effet, le bâtiment représente 17,7 % du PIB et 59,5 % de l'investissement en formation de capital fixe et donne du travail à deux millions de personnes. Par ailleurs, après un processus spectaculaire de fusions, le secteur est aujourd'hui dominé par six grandes entreprises (FCC, ACS, Acciona, Ferrovial, Sacyr-Vallehermoso et OHL), dont cinq qui figurent parmi les plus importantes entreprises du bâtiment en Europe, eu égard à leur capitalisation en Bourse (15). Le secteur est devenu un domaine d'investissement sûr grâce au boom immobilier et à l'adoption de plans pharaoniques d'infrastructures publiques, dont un grand nombre sont localisées à Madrid (qu'on pense à l'élargissement de l'aéroport de Barajas, au projet de rendre souterraine la M-30 et tant d'autres plans du même genre). Comme le déclarait très fièrement l'ex-maire de Madrid Álvarez del Manzano, « Madrid est, après Berlin, la seconde ville européenne en matière d'opérations urbanistiques en cours de réalisation », dont une bonne partie est associée aux prétentions olympiques de la ville (16). Bien que la conjoncture économique dans laquelle s'inscrit la préparation des olympiades à Barcelone ait été fort différente de la situation présente, il n'en demeure pas moins que les conséquences prévisibles de Jeux olympiques organisés à Madrid seraient sans doute assez proches de ce qu'on a connu après 1982 à Barcelone. En effet, si le fait que l'Espagne venait juste d'intégrer l'Union européenne – avec l'affluence consécutive d'une grande quantité de capital étranger, dont une bonne partie était destinée à l'investissement en biens immobiliers – contribua au boom du bâtiment et à la hausse des prix qui se produisit à Barcelone au cours de la période 1986-1992, de nos jours, c'est plutôt le mauvais moment que traverse le marché des valeurs boursières qui a transformé le secteur immobilier en une valeur refuge qui accapare déjà 40 % de l'investissement étranger en Espagne, où on a assisté à un afflux considérable de capitaux en provenance de fonds d'investissement, de banques et de milliers d'entreprises à la recherche de hautes rentabilités.

Avec cette hypertrophie du secteur, qui a fait de Madrid une des villes au taux le plus bas d'habitants par logement (un indice tout théorique, en réalité, à cause de la grande quantité de logements vides), il est difficile de voir d'un bon œil le « legs » que constituera, par exemple, la Ville olympique. La candidature de Madrid aux JO prévoit la construction d'une nouvelle « centralité » dans la zone est – située entre la M-40, l'aéroport de Barajas et le quartier de San Blas – qui suit le modèle de requalification d'un ancien terrain industriel très courant ces dernières années (17). Tant Ignacio del Río que les textes officiels de candidature présentés au COI envisagent comme une possibilité le fait qu'une bonne part des 6 600 résidences de la

Ville olympique soient à l'avenir des logements sociaux, mais à aucun moment on n'offre de données précises ni rien qui vaille pour un engagement ferme, pas plus qu'on ne s'intéresse à la question du financement public-privé envisagé ni à quel type d'accords il donnera lieu. Ce qu'on sait d'ores et déjà, en revanche, c'est qu'on a donné le feu vert au développement urbanistique des terrains où l'on projette de construire la Ville olympique, avant même de savoir si oui ou non Madrid va être choisie comme siège des Jeux. On sait déjà que le nouveau quartier sera composé de villas et de maisons basses – de cinq étages au maximum –, climatisées et entourées d'espaces verts et d'un terrain de golf (18), une chose pour le moins curieuse s'agissant de logements dits « sociaux ».

Quant au quartier ouvrier tout proche de San Blas, pour lequel, s'il faut en croire Ignacio del Río, on ne prévoit « aucune expropriation, mais qui, bien au contraire, va connaître une amélioration », il faut probablement s'attendre au pire. Kris Olds a étudié soigneusement les expulsions d'habitants qui ont été opérées au cours de la préparation et de la tenue de macro-événements comme l'Exposition universelle de Vancouver (1986) ou les Jeux d'hiver de Calgary (1988) et en a conclu que l'expulsion lui semble un phénomène inévitable dans ce genre d'événements (et cela dans un pays aussi « civilisé » que le Canada) (19). Dans le cas de Barcelone, la restructuration du quartier de Ciutat Vella, une opération d'embellissement liée aux olympiades, entraîna la démolition de nombreux immeubles et une hausse substantielle des prix, avec l'expulsion consécutive d'un grand nombre d'habitants du lieu. À Valence, les effets de l'America Cup commencent déjà à se faire sentir sur les prix des logements et les experts prévoient une hausse future d'entre 25 et 30 %. Les collectifs sociaux de la ville assistent dans la plus grande inquiétude aux préparatifs d'un événement sportif qui n'intéresse pourtant pratiquement personne et qui offre de très nombreux motifs pour faire penser à l'existence de juteuses affaires urbanistiques, de requalification de terrains, de démolitions et d'expulsions associées à la hausse des prix. Évidemment, il est alarmant de constater que la substitution des habitants du lieu, qui, en d'autres temps, était l'objectif occulte des rénovations urbaines, est devenu à présent la fin déclarée de ces opérations. En effet, selon Pío García-Escudero, actuel conseiller d'urbanisme de Madrid, réhabiliter un quartier consiste à « rénover le paysage urbain et créer des dotations, ce qui attire de nouvelles couches de la population (20) ».

Par ailleurs, tant à Valence qu'à Madrid, même un secteur qui, tel l'hôtelier, devrait avoir tout à gagner de l'événement le considère avec beaucoup de circonspection, puisqu'il s'attend à une forte saturation du secteur avec la conséquence logique d'une menace de dévaluation. De fait, le CIO a décidé qu'il manque encore des hôtels à Madrid, bien que la ville dispose actuellement de 68 000 places et en aura 100 000 en 2012, dont 70 000 dans des hôtels de trois et quatre étoiles.

S'il est maintenant évident que les bénéfices que l'organisation d'un macro-événement rapporte aux habitants d'un lieu sont pratiquement inexistantes alors que les préjudices en sont fort nombreux, il nous reste à mentionner encore un de leurs avantages fondamentaux, bien qu'ils le soient uniquement pour les gouvernements urbains et pas pour les gens eux-mêmes. Je veux parler de la capacité de ces événements à fabriquer du consensus. Un consensus qui sert de paravent derrière lequel on peut mener toutes sortes d'affaires et d'interventions urbanistiques qui, autrement, auraient pu susciter des oppositions, un consensus qui fait perdre de sa légitimité à ceux qui se rebellent en reléguant le conflit au rang des problèmes d'ordre public et qui vaut à la mairie organisatrice une forte rentabilité politique. Bien sûr, l'importance de ce phénomène a été bien mise en lumière par la devise adoptée par le Forum des cultures de Barcelone. Les organisateurs ont dû transpirer sang et eau pour trouver une triade de concepts capable de faire naître à l'égard d'un événement de nouveau style une acceptation comparable à celle que suscite la longue tradition olympique : « Paix, diversité culturelle et soutenabilité » sont, à l'évidence, des idées auxquelles il est difficile de

s'opposer. De même, l'offensive propagandiste autour de l'America Cup – qui, événement absolument inconnu il y a peu, est devenu, si on en croit El País, « un événement qui, dans le monde sportif, équivaut à des Jeux olympiques (21) » (sic) – donne un bon exemple de l'importance qu'on accorde à l'acceptation des citoyens. Naturellement, la recherche du consensus, qui va de pair avec la volonté d'offrir une image positive de la ville, entraîne toujours un haut niveau de répression. À Sydney, sous la devise « Un rêve que nous partageons tous », on a autorisé la construction d'un chapiteau dédié à la culture indigène près du stade principal, alors que la crainte de possibles actions de protestation de groupes antiracistes conduisit le CIO à imposer un contrat par lequel on interdisait les discours politiques, les manifestations et les marches pendant la période des Jeux (22). À Atlanta, on arrêta 10 000 sans-abri dans les semaines précédant les olympiades de 1996 et on donna à beaucoup d'autres d'entre eux un ticket d'autobus pour qu'ils puissent quitter la ville. À Barcelone, des groupes d'okupas [squatters] et autres collectifs militants opposés au Forum des cultures ont dénoncé une augmentation du niveau de répression, et il en va de même à Valence, où la présence du délégué du gouvernement Juan Cotino (ex-directeur général de la police, connu pour ses projets de « tolérance zéro ») assombrit encore un peu plus la situation. Que faire ? Que peut-on espérer ?

Paradoxalement, la volonté générale de donner une image positive de la ville aux visiteurs et spectateurs peut offrir aux divers groupes de contestation présents sur place une occasion de faire entendre leurs revendications. Les activistes et les groupes militants peuvent mettre l'événement à profit pour mettre sur le tapis certains problèmes qui attendent une solution et forcer les autorités à s'impliquer dans l'affaire pour ne pas nuire à leur image. Dans le cas de Madrid, il est évident que c'est maintenant, alors que rien n'est encore décidé, qu'il faut tenter de faire pression sur elles (23). Cependant, il est clair que l'absence d'une opposition organisée ne présage rien de bon. Comme le déclarait El País, l'approbation par le Congrès des députés de la candidature de Madrid s'est produite « sans l'ombre d'une fissure ». L'appui à l'initiative a été unanime et a rassemblé une infinité de secteurs : syndicats, universités, partis, entreprises, etc.

Bien sûr, on ne peut écarter la possibilité d'une implication de tous les partis de gauche dans des affaires urbanistiques, cependant, dans le cas du soutien enthousiaste de Izquierda (24), la situation doit être rapportée à l'acceptation de l'idéologie « développementiste » de la part de la gauche institutionnelle, qui est toujours convaincue de ce que de bons indices macro-économiques finissent par bénéficier à l'ensemble de la population. En effet, il semble que, à gauche, on continue de croire que le capital privé crée des emplois et qu'il paie d'autant mieux qu'il fait des bénéfices ; et qu'il vaut la peine d'accepter de faire des concessions aux entreprises pour qu'elles créent des postes de travail, même si la flexibilité établie par la législation pour contenter les entreprises permet à ces dernières de mettre la clé sous le paillason le lendemain même du jour où s'achève pour elles la période des exemptions fiscales ou après avoir vendu les terrains que le gouvernement leur avait cédés à vil prix. Évidemment, au point où nous en sommes, il devrait être évident pour tous qu'une ville qui se soucie de créer un « bon climat » pour les affaires n'est pas une ville faite pour les gens, et, en tout cas, qu'elle est incompatible avec l'existence d'une classe ouvrière forte et capable d'influer sur ses conditions de travail. Je ne suis pas en train de défendre je ne sais quelle « pause » ou quel retour en arrière de l'évolution économique, afin de retrouver une sorte d'hypothétique paradis perdu. Je ne suggère, en réalité, qu'une seule chose : que l'opposition devrait essayer de formuler des alternatives de développement différentes des stratégies prônées par les propagandistes de la ville comme « machine de croissance (25) », des alternatives qui remettent en avant la vieille distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, que seules les élites locales peuvent se permettre de négliger, occupées qu'elles sont à proclamer l'identité entre développement économique et bien-être général. Le cas des

macro-événements ne fait que mettre en relief cette tendance de la gauche officielle à tomber continuellement – et je veux croire ingénument – dans les pièges qui se cachent derrière les manœuvres propagandistes les plus grossières. « Un politicien habile est celui qui favorise la croissance et offre aux gens du pain et du cirque. (26) »

Traduit de l'espagnol par Miguel Chueca.

1 Le lecteur aura reconnu le thème du documentaire Roger and Me. (N.d.T.)

2 Pour un exemple plus proche, on se reportera à l'analyse que fait l'historien Rubén Vega à propos des tentatives des différents gouvernements des Asturies pour attribuer les problèmes de la reconversion et de la crise au découragement et au pessimisme généralisé dans l'entrevue parue dans le livre IKE. Retales de la reconversión (sous la direction de Carlos Prieto), Madrid, Ladinamo, 2004 (cf. compte rendu dans La Question sociale n°2).

3 L'effet est très similaire à la fameuse esthétisation de la vie politique à laquelle, selon Walter Benjamin, poussait le fascisme, et qui consiste à offrir aux masses une occasion de s'exprimer sans leur laisser à aucun moment la possibilité de faire valoir leurs droits. Cf. « L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique », in Œuvres, t. III, Folio essais, Gallimard, Paris, 2000.

4 Le présent texte a évidemment été rédigé avant la décision favorable à la ville de Londres. (N.d.T.)

5 L'expression de « gouvernement urbain » est la traduction de la notion de « urban governance » employée par David Harvey, laquelle inclut l'administration publique et les diverses élites locales : chambres de commerce, industriels, propriétaires fonciers, constructeurs, etc. Cf. « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation of urban governance in late capitalism », Geografiska Annaler, série B, n° 71, 1989.

6 C'est là une des idées qu'on trouve exposées fréquemment dans les livres de David Harvey (dont The Urban Experience, Oxford, Basil Blackwell, 1989, chapitre 9).

7 « L'industrie du tourisme de masse est un phénomène relativement récent... » (Maurice Roche, « Mega-events and micro-modernization », British Journal of Sociology, vol. 43, n° 4, décembre 1992).

8 Cf. <http://www.movimients.net/resistencias2004>

9 Joaquim Verges, prologue à Economía, trabajo y empresa. Sobre el impacto económico y laboral de los Juegos Olímpicos de 1992, Madrid, Consejo Económico y Social, 1997, p. 21.

10 Selon une étude particulièrement prudente autour du thème de l'impact économique des JO de Sydney 2000, le « tourisme olympique » (et celui des « événements en général ») met en évidence des règles de consommation différentes de ceux du touriste habituel, qui a coutume de dépenser dans l'industrie des loisirs, ce qui a pour effet d'augmenter le total des impôts touchés par l'État. Une bonne part des dépenses du « touriste olympique » signifie simplement un déplacement d'autres activités, un phénomène qui a été observé en particulier à Atlanta où des types de loisirs comme le cinéma, les restaurants ou les théâtres purent à peine entrer en concurrence avec les olympiades et subirent une forte contraction. Cf. Economic Impact of the Sydney Olympics Games (<http://treasury.nsw.gov.au>).

11 Outre les revenus en provenance des droits télévisés, Madrid espère obtenir un milliard de dollars pour le comité d'organisation par le biais de subventions, de sponsoring, de donations et de vente d'entrées. Naturellement, on a déjà vu apparaître des soupçons de tripatouillages associés à ces énormes flux d'argent. Toutefois, je ne commenterai pas ici sur les affaires du CIO, sur ses pratiques autoritaires, sur les accusations de subornation portées contre lui et sur d'autres perversions olympiques comme le passé franquiste et phalangiste de Samaranch, sur la très frappante occultation de certaines affaires de dopage ou encore sur la mesquinerie montrée par les chefs de la « famille olympique » quand ils ont refusé l'usage du logo des cinq anneaux au Comité para-olympique international. Sur ces thèmes, on consultera les livres d'Andrew Jennings : The Lords of the Rings, 1992, et The New Lords of the Rings, 1996.

12 Cf. Miren Etxezarreta et alia, La ciutat de la gent, Barcelona, Fundació Tàpies, 1996.

13 Tant cette déclaration que les autres effectuées par le même Ignacio del Río sont tirées d'un chat d'Internet organisé par le quotidien El Mundo (<http://www.el-mundo.es/encuentros/invitados/2003/01/593>).

14 « Forum 2004, ¿ qué supone ? ¿ qué significa ? », texte préparé par le Seminario de Economía Crítica OCHUB (<http://www.movimients.net/resistencias2004>). Cf. aussi mon article « Forum Barcelona 2004. El gran negocio del multiculturalismo », Ladinamo, n°10, mai-juin 2004.

15 Cf. Joaquín Estefanía, « Construcción : el otro capitalismo español », El País, 3 mai 2004.

16 Il faut garder à l'esprit que la grande majorité des travaux effectués sur des fonds publics qui sont liés à la candidature olympique se feront dans tous les cas, que Madrid soit ou pas choisie comme siège des Jeux.

17 On a souvent mis en garde contre les conséquences indésirables des facilités que le Plan général de Madrid accorde aux entreprises pour qu'elles transforment leur sol industriel en tertiaire ou résidentiel : en effet, non

seulement cette permissivité contribue à un « réchauffement » encore supérieur du secteur immobilier, mais en outre elle peut aider à la fuite des industries encore présentes.

18 Curieusement, ce terrain de golf de soixante-dix hectares est une des infrastructures qui, selon Ignacio del Río, aidera à l'amélioration environnementale de la zone est de Madrid.

19 Kris Olds, « Urban Mega-Events, Evictions and Housing Rights : The Canadian Case »...

20 Pío García-Escudero, « Rehabilita es cosa de todos », El Mundo, suplemento « Su vivienda », 7 novembre 2003.

21 El País, supplément « Propiedades », 9 janvier 2000.

22 Cf. John Pilger, *The New Rulers of the World*, Londres, Verso, 2002, p. 200.

23 Les stratégies peuvent aller de la plus radicale, menée à Berlin, où de nombreuses actions de désobéissance poussèrent le CIO à ne pas sélectionner cette ville comme siège des olympiades de l'année 2000, jusqu'à la plus « civilisée »...

24 Gauche unie, coalition regroupant le PCE et divers petites organisations de gauche. (N.d.T.)

25 J'emprunte l'expression au livre de John R. Logan et Harvey L. Molotch, *Urban Fortunes. The Political Economy of Place*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1987.

26 J. R. Logan et H. L. Molotch, op. cit., p. 68.